

La revue financière

Publication du ministère des Finances

Faits saillants des résultats financiers de février 1998

Excédent budgétaire de 0,8 milliard de dollars en février 1998

Un excédent budgétaire de 0,8 milliard de dollars a été enregistré en février 1998, comparativement à un déficit de 0,5 milliard en février 1997. Les recettes budgétaires ont augmenté de 0,9 milliard (7,9 p. 100), et les dépenses de programmes ont baissé de 0,4 milliard (4,3 p. 100). De leur côté, les frais de la dette publique ont été légèrement plus élevés.

L'augmentation d'une année sur l'autre des recettes budgétaires est attribuable en grande partie à la hausse de 0,9 milliard de dollars des rentrées d'impôt sur le revenu des particuliers, résultat de la forte croissance des revenus d'emploi. Les rentrées d'impôt sur le revenu des sociétés ont grimpé de 0,1 milliard, tandis que les rentrées de la taxe sur les produits et services (TPS) ont affiché une hausse de 0,3 milliard. La hausse des rentrées de TPS découle en partie de la réception des rentrées de janvier 1998, qui ont été retardées par la tempête de verglas dans l'Est du Canada. À l'opposé, les recettes provenant des cotisations d'assurance-emploi ont régressé de 0,1 milliard de dollars, surtout en raison de la réduction des taux de cotisation, qui sont passés de 2,90 dollars par tranche de 100 dollars de gains assurables (pour les salariés) en 1997 à 2,70 dollars en 1998.

La baisse des dépenses de programmes est attribuable à la réduction des dépenses relevant des composantes suivantes : transferts aux autres administrations, subventions et autres paiements de transfert, paiements aux sociétés d'État, dépenses de fonctionnement et dépenses en capital. Par opposition, les paiements de transfert aux particuliers ont été plus élevés. Au chapitre des transferts aux autres administrations, la réduction des transferts en espèces au titre du transfert canadien en matière de santé et de programmes sociaux (TCSPS) traduit à la fois la diminution des droits totaux et l'augmentation de la valeur des transferts de points d'impôt.

Excédent de 4,1 milliards de dollars d'avril 1997 à février 1998

Pour la période d'avril 1997 à février 1998, le gouvernement fédéral a affiché un excédent de 4,1 milliards de dollars, soit une amélioration de 11,9 milliards par rapport au déficit de 7,8 milliards enregistré à pareille date en 1996-97. Ce revirement est attribuable aux répercussions de la vigueur croissante de l'économie sur les recettes budgétaires et à l'effet sur les dépenses de programmes des mesures de compression prévues dans les budgets de 1994 et de 1995. Les recettes budgétaires ont grimpé de 7,2 milliards de dollars (5,7 p. 100), et les dépenses de programmes ont fléchi de 3,8 milliards (4,1 p. 100), tandis que les frais de la dette publique ont baissé de 1,0 milliard (2,4 p. 100).

Excédent financier de 12,4 milliards de dollars d'avril 1997 à février 1998

L'excédent budgétaire de 4,1 milliards de dollars et des ressources nettes provenant d'opérations non budgétaires de 7,2 milliards ont donné lieu à un excédent financier de 11,3 milliards, sans tenir compte des opérations de change, soit une amélioration de 10,4 milliards par rapport à la même période en 1996-97. Les opérations de change ont aussi procuré au gouvernement des ressources nettes de 1,0 milliard de dollars, pour un excédent financier total de 12,4 milliards, ce qui représente une amélioration de 16,8 milliards par rapport à la même période l'an dernier. Au cours des 11 premiers mois de 1997-98, les prélèvements sur l'encaisse ont augmenté légèrement par rapport à la fin de l'exercice 1996-97. Donc, depuis le début de 1997-98, une tranche de 12,1 milliards de dollars de la dette contractée sur les marchés a été remboursée. Ce résultat est quelque peu inférieur à celui des 10 premiers mois, le gouvernement ayant accru sa réserve de devises en février 1998.



La revue financière

Tableau 1

État sommaire des opérations

	février		d'avril à février	
	1997	1998	1996-97	1997-98
	(en millions de dollars)			
Opérations budgétaires				
Recettes	11 906	12 844	124 889	132 049
Dépenses de programmes	-8 820	-8 445	-91 764	-87 958
Solde de fonctionnement	3 086	4 399	33 125	44 091
Frais de la dette publique	-3 571	-3 611	-40 952	-39 987
Déficit ou excédent	-485	788	-7 827	4 104
Opérations non budgétaires	3 252	2 163	8 800	7 219
Besoins financiers ou excédent (opérations de change exclues)	2 767	2 951	973	11 323
Opérations de change	-472	-4 941	-5 466	1 031
Total des besoins financiers ou excédent	2 295	-1 990	-4 493	12 354
Opérations de la dette non échue	496	2 455	815	-12 057

Remarque : Les chiffres positifs indiquent des ressources nettes et les chiffres négatifs, des besoins financiers nets.

Budget équilibré pour 1997-98

D'après les résultats financiers obtenus jusqu'ici et les progrès attendus pour le reste de l'exercice, et en tenant compte de l'effet des mesures annoncées dans le budget de 1988, le gouvernement présentera un budget équilibré en 1997-98.

Augmentation des recettes budgétaires d'avril 1997 à février 1998

D'avril 1997 à février 1998, les recettes budgétaires ont grimpé de 7,2 milliards de dollars (5,7 p. 100), comparativement à la même période l'an dernier. Cette augmentation est entièrement attribuable à la vigueur de l'économie.

- Les rentrées d'impôt sur le revenu des particuliers ont augmenté de 5,0 milliards de dollars, résultat d'une hausse des retenues à la source sur le revenu d'emploi correspondant à la forte croissance de l'emploi et à la hausse des montants d'impôt payés à la déclaration, sous l'effet de la croissance du revenu enregistrée pendant l'année d'imposition 1996. En outre, des transferts ont été effectués des recettes des cotisations d'assurance-emploi aux rentrées d'impôt sur le revenu des particuliers, au titre de rajustements pour des années antérieures.
- Les rentrées d'impôt des sociétés ont grimpé de 3,0 milliards de dollars, résultat de la vigueur soutenue des bénéfices des sociétés, elle-même attribuable au redressement de l'économie.
- Les cotisations d'assurance-emploi ont baissé de 1,0 milliard de dollars. Cette baisse s'explique par des transferts nets d'environ 0,6 milliard aux rentrées d'impôt sur le revenu des particuliers en 1997-98 en raison de paiements en trop pour l'année d'imposition 1996. De plus, les taux des cotisations ont été réduits à partir de janvier 1998, le taux des salariés chutant de 2,90 dollars par tranche de 100 dollars de gains assurables en 1997 à 2,70 dollars en 1998.
- Les rentrées de TPS ont grimpé de 1,4 milliard de dollars, en raison principalement de la vigueur de la demande des consommateurs.
- Les droits de douanes à l'importation sont demeurés relativement les mêmes, la forte croissance des importations observée en 1997 ayant compensé l'effet des réductions tarifaires. Les autres taxes et droits d'accise ont augmenté de 0,3 milliard de dollars.
- Les recettes non fiscales ont diminué de 1,7 milliard de dollars. Cette baisse est attribuable en majeure partie à l'inclusion dans les résultats de 1996-97 du produit de la vente du Système de navigation aérienne.

La revue financière

Tableau 2

Recettes budgétaires

	février		d'avril à février		Variation en pourcentage (%)
	1997	1998	1996-97	1997-98	
(en millions de dollars)					
Impôt sur le revenu					
Impôt sur le revenu des particuliers	5 257	6 114	60 226	65 263	8,4
Impôt sur le revenu des sociétés	1 778	1 912	12 971	16 012	23,4
Autres	246	220	2 275	2 214	-2,7
Total des recettes d'impôt sur le revenu	7 281	8 246	75 472	83 489	10,6
Cotisations d'assurance-emploi	1 791	1 678	17 934	16 976	-5,3
Taxes et droits d'accise					
Taxe sur les produits et services	1 609	1 882	14 893	16 324	9,6
Droits de douane à l'importation	204	202	2 299	2 304	0,2
Autres taxes et droits d'accise	676	645	7 432	7 752	4,3
Total des taxes et droits d'accise	2 489	2 729	24 624	26 380	7,1
Total des recettes fiscales	11 561	12 653	118 030	126 845	7,5
Recettes non fiscales	345	191	6 859	5 204	-24,1
Total des recettes budgétaires	11 906	12 844	124 889	132 049	5,7

Baisse des dépenses de programmes d'avril 1997 à février 1998

Dans les 11 premiers mois de 1997-98, les dépenses de programmes ont fléchi de 3,8 milliards de dollars (4,1 p. 100), comparativement à la même période l'an dernier, les dépenses de toutes les grandes composantes, autres que les subventions et autres transferts, ayant enregistré un recul. La baisse des dépenses de programmes est surtout imputable à l'effet des mesures de compression instaurées lors des budgets de 1994 et de 1995 et, dans une moindre mesure, à la croissance de l'économie.

- Les principaux transferts aux particuliers ont diminué de 0,2 milliard de dollars, uniquement en raison de la baisse des prestations d'assurance-emploi, les prestations aux aînés ayant affiché une hausse. La baisse des prestations d'assurance-emploi résulte d'une diminution de la moyenne des prestations et du nombre de prestataires, ce qui traduit avant tout l'effet des mesures de réforme et la baisse du nombre de chômeurs.
- Les principaux transferts aux autres administrations ont chuté de 3,0 milliards de dollars, surtout en raison de la réduction des transferts en espèces au titre du TCSPS. Dans son budget de février 1995,

le gouvernement avait fixé à 25,1 milliards de dollars le total des droits en vertu du TCSPS pour 1997-98, en baisse de 1,8 milliard par rapport à 1996-97. Ces droits sont versés aux provinces en espèces et sous forme de transferts de points d'impôt. Ce dernier volet représente la valeur de la marge fiscale que réserve le gouvernement fédéral aux provinces, ce qui leur permet d'augmenter d'un montant équivalent leurs taux d'imposition sans que les contribuables ne s'en ressentent. La valeur du transfert de points d'impôt augmente en fonction de la croissance des assiettes fiscales applicables. Le transfert en espèces, par conséquent, représente la différence entre le total des droits et la valeur accrue du transfert de points d'impôt. Comme il s'agit d'une somme résiduelle, le transfert en espèces, qui fait partie des dépenses de programmes, dépend à la fois de la fluctuation des droits et de l'appréciation du transfert de points d'impôt. Les transferts en espèces au titre du TCSPS ont diminué de 2,7 milliards de dollars pendant les 11 premiers mois de 1997-98, comparativement à la même période l'an dernier; de ce montant, environ 1,7 milliard était attribuable à la réduction des droits et le reste, à l'appréciation du transfert de points d'impôt et au recouvrement des sommes payées en trop dans les exercices précédents. Un projet de loi a été déposé pour que la garantie en espèces de

La revue financière

Tableau 3

Dépenses budgétaires

	février		d'avril à février		Variation en pourcentage
	1997	1998	1996-97	1997-98	
(en millions de dollars)					
(%)					
Paiements de transfert					
Particuliers					
Prestations aux aînés	1 819	1 880	19 754	20 317	2,9
Prestations d'assurance-emploi	1 133	1 193	11 176	10 418	-6,8
Total	2 952	3 073	30 930	30 735	-0,6
Autres administrations					
Transfert canadien en matière de santé et de programmes sociaux	1 267	962	13 860	11 130	-19,7
Transferts fiscaux	737	698	8 543	8 434	-1,3
Paiements de remplacement pour programmes permanents	-166	-180	-1 845	-1 964	6,4
Total	1 838	1 480	20 558	17 600	-14,4
Subventions et autres transferts					
Agriculture	136	111	809	654	-19,2
Affaires étrangères	202	205	1 542	1 464	-5,1
Développement des ressources humaines	270	221	1 652	1 350	-18,3
Affaires indiennes et du Nord	212	265	3 249	3 439	5,8
Industrie et développement régional	209	230	1 447	1 570	8,5
Anciens combattants	114	115	1 250	1 254	0,3
Autres	361	302	2 701	3 103	14,9
Total	1 504	1 449	12 650	12 834	1,5
Total des transferts	6 294	6 002	64 138	61 169	-4,6
Paiements aux sociétés d'État					
Société Radio-Canada	100	56	897	802	-10,6
Société canadienne d'hypothèques et de logement	118	125	1 701	1 528	-10,2
Autres	96	91	1 111	994	-10,5
Total	314	272	3 709	3 324	-10,4
Dépenses de fonctionnement et dépenses en capital					
Défense	783	741	8 024	7 741	-3,5
Ensemble des autres dépenses ministérielles	1 429	1 430	15 893	15 724	-1,1
Total	2 212	2 171	23 917	23 465	-1,9
Total des dépenses de programmes	8 820	8 445	91 764	87 958	-4,1
Frais de la dette publique	3 571	3 611	40 952	39 987	-2,4
Total des dépenses budgétaires	12 391	12 056	132 716	127 945	-3,6

12,5 milliards de dollars soit appliquée un an plus tôt que prévu, ce qui résultera en un paiement additionnel de 0,2 milliard en 1997-98.

- Les dépenses de programmes directes, c'est-à-dire le total des dépenses de programmes moins les principaux transferts aux particuliers et aux autres administrations, ont baissé de 0,7 milliard de dollars.

Sont compris dans cette composante les subventions et autres paiements de transfert, les paiements aux sociétés d'État ainsi que les frais de fonctionnement et les immobilisations de l'appareil gouvernemental, dont la défense. À la différence de la réduction des droits accordés aux autres administrations, qui est entrée en vigueur en 1996-97, les mesures de

Tableau 4

Déficit et besoins financiers ou excédent

	février		d'avril à février	
	1997	1998	1996-97	1997-98
	(en millions de dollars)			
Déficit(-) ou excédent(+)	-485	788	-7 827	4 104
Prêts, placements et avances				
Sociétés d'État	23	216	878	1 095
Autres	-17	-20	-411	-300
Total	6	196	467	795
Comptes à fins déterminées				
Compte du Régime de pensions du Canada	509	42	-350	-344
Comptes de pension de retraite	-232	-296	6 181	5 391
Autres	143	49	441	-181
Total	420	-205	6 272	4 866
Autres opérations	2 826	2 172	2 061	1 558
Total des opérations non budgétaires	3 252	2 163	8 800	7 219
Besoins financiers ou excédent (opérations de change exclues)	2 767	2 951	973	11 323
Opérations de change	-472	-4 941	-5 466	1 031
Total des besoins financiers ou excédent	2 295	-1 990	-4 493	12 354

Tableau 5

Besoins financiers ou excédent et opérations de la dette non échue

	février		d'avril à février	
	1997	1998	1996-97	1997-98
	(en millions de dollars)			
Total des besoins financiers ou excédent	2 295	-1 990	-4 493	12 354
Opérations de la dette non échue				
Payable en dollars canadiens				
Obligations négociables	3 600	-3 100	31 660	13 788
Obligations d'épargne du Canada	-405	-186	2 335	-2 755
Bons du Trésor	-2 750	1 800	-37 700	-26 200
Autres	-316	-169	-9	-10
Total partiel	129	-1 655	-3 714	-15 177
Moins dette non échue détenue par le gouvernement	135	94	-43	145
Total	264	-1 561	-3 757	-15 032
Payable en devises				
Obligations négociables	0	2 906	2 743	2 780
Billets et prêts	0	0	0	0
Bons du Canada	232	1 110	40	548
Billets du Canada	0	0	1 789	-353
Total	232	4 016	4 572	2 975
Total des opérations de la dette non échue	496	2 455	815	-12 057
Variation de l'encaisse	2 791	465	-3 678	297

La revue financière

Tableau 6

Encaisse, dette non échue et dette au 28 février

	1997	1998
	(en millions de dollars)	
Encaisse en fin de période		
En dollars canadiens	4 862	9 647
En devises	5	8
Total de l'encaisse	4 867	9 655
Solde de la dette non échue		
Payable en dollars canadiens		
Obligations négociables	284 425	296 351
Bons du Trésor	128 400	109 200
Obligations d'épargne du Canada	33 763	30 738
Autres	3 469	3 458
Total partiel	450 057	439 747
Moins dette non échue détenue par le gouvernement	1 076	943
Total	448 981	438 804
Payable en devises		
Obligations négociables	12 257	15 240
Billets et prêts	0	0
Bons du Canada	7 026	8 984
Billets du Canada	2 099	1 768
Total	21 382	25 992
Total de la dette non échue	470 363	464 796

compression instaurées lors des budgets de 1994 et de 1995 ont entraîné des réductions importantes commençant en 1995-96. En outre, les mesures de compression annoncées dans le cadre de l'Examen des programmes prévu dans le budget de mars 1996 réduiront davantage les dépenses de cette composante en 1998-99. Au chapitre des dépenses de programmes directes, les autres paiements de transfert ont augmenté, surtout en raison de la chronologie des paiements associés à la vente du Système de navigation aérienne à NavCan. Pour leur

part, les versements aux sociétés d'État, les dépenses en matière de défense et toutes les autres dépenses ministérielles ont été inférieures. Ces baisses reflètent surtout l'effet des mesures de compression.

Baisse des frais de la dette publique d'avril 1997 à février 1998

Les frais de la dette publique ont chuté de 1,0 milliard de dollars (2,4 p. 100), d'une année sur l'autre. Cette baisse traduit la réduction des taux d'intérêt réels moyens sur la dette du gouvernement fédéral.

